

RDC : la démonstration du pillage et de la soumission

vendredi 6 juillet 2007, par [MILLET Damien](#), [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 6 juillet 2007).

Pour qui veut comprendre des notions aussi complexes que le pillage des richesses d'un pays, la perte de souveraineté intolérable d'un Etat et la notion de dette odieuse, la République démocratique du Congo (RDC) est un cas d'école. La façon dont le budget 2007 a été constitué et les orientations prises par le gouvernement dirigé par Antoine Gizenga fournissent des preuves saisissantes de ce que le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde et tant d'autres mouvements sociaux avancent depuis des années.

Le projet de budget 2007 présenté par le gouvernement à l'Assemblée nationale était marqué par une orientation néolibérale stricte, et pour cause : selon le ministre congolais des Finances, Athanase Matenda Kyelu, il « *était conforme aux arrangements convenus avec les services du FMI* ». [1] Gardons à l'esprit que le FMI est le fer de lance de la mondialisation financière, particulièrement réputé sur tous les continents au sein des populations pauvres pour les ravages commis par les mesures antisociales qu'il a imposées depuis un quart de siècle...

L'Assemblée nationale ne l'a pas entendu de cette oreille ! Le 14 juin dernier, elle a adopté des amendements qui revoyaient le budget à la hausse, ce qui n'était vraiment pas du goût du FMI qui n'a pas manqué de le faire savoir. Selon le ministre des Finances toujours, « *le Conseil d'Administration du FMI, qui s'est réuni le lundi 18 juin 2007 pour examiner l'état d'avancement du programme de stabilisation macroéconomique suivi par les services du FMI, a exprimé des préoccupations sur l'évolution du débat en cours au Parlement sur le Projet de loi budgétaire 2007 [...] les prévisions des recettes et des dépenses ont été sensiblement revues à la hausse, de sorte qu'elles ne correspondent plus au cadre macroéconomique qui a sous-tendu l'élaboration de ce Budget 2007.* » On ne peut être plus clair... Le gouvernement a alors été chargé d'éteindre l'incendie en intervenant auprès du Sénat dans ce sens. Voilà comment un gouvernement se soumet au FMI et à ses créanciers, exactement comme un esclave sert son maître.

C'est ainsi que le 23 juin, les ministres congolais des Finances et du Budget ont porté devant le Sénat la parole du FMI. Comme l'a rapporté le journal congolais Le Potentiel, « *Matenda Kyelu a dit attendre du Sénat des corrections au projet du budget 2007, pour répondre notamment aux exigences des partenaires extérieurs, dont le Fonds monétaire international* ». [2] La manœuvre a réussi : le 29 juin, le Sénat a « corrigé » le budget de l'Etat congolais. Alors que peut bien contenir ce budget dont l'enjeu semble revêtir tant d'importance ?

Tout d'abord, le montant total de l'enveloppe budgétaire est très faible : environ 2,4 milliards de dollars, soit la somme dépensée par les Etats-Unis pour l'occupation de l'Irak durant moins de deux semaines. Comment, dans ces conditions, reconstruire un pays dévasté par deux guerres ayant fait 3,5 millions de morts ? Pour comparaison, la France, dont la population avoisine les 60 millions d'habitants comme la RDC, a un budget de 520 milliards de dollars, soit plus de 200 fois le budget congolais, alors que le sous-sol de la RDC est un « scandale géologique » regorgeant de richesses minières et que la terre agricole y est très fertile.

Autre élément de comparaison intéressant, le budget de la RDC dépasse à peine le montant annuel

des dépenses opérationnelles du FMI, qui emploie seulement 2700 personnes ! Le scandale est patent : les richesses congolaises ne profitent pas à l'Etat ni aux populations du pays, mais à quelques proches du pouvoir et à des entreprises transnationales dont le FMI et les grandes puissances servent les intérêts.

De surcroît, une part démesurée – 50% ! - des ressources propres de la RDC va au service de la dette, dont le poste budgétaire est en très nette augmentation. Comme l'a déclaré le Premier ministre congolais lors de la présentation du budget : « *Cette situation réduit ainsi la capacité du Gouvernement de consacrer ses ressources internes, dès 2007, à l'amélioration des conditions de travail des agents et fonctionnaires de l'Etat et particulièrement ceux de la Police et de l'Armée et à renforcer sa capacité financière au profit des investissements prioritaires.* » Finalement, entre réaliser ces investissements prioritaires ou rembourser de riches créanciers qui s'accaparent les richesses nationales, le gouvernement, fortement conseillé par le FMI, a choisi la seconde alternative. Evidemment, les dépenses pour l'éducation et la santé sont réduites à la portion congrue.

Par conséquent, ce projet de budget empêche délibérément la satisfaction des besoins humains fondamentaux de la population congolaise. En cela, il viole plusieurs textes fondamentaux, que ce soit la Déclaration universelle des Droits de l'Homme ou le Préambule de la Constitution congolaise.

Indifférent à de tels arguments, le FMI et ses complices locaux ont construit un budget dont le but est de « *donner toutes les chances à la RDC de garantir sa marche victorieuse vers le point d'achèvement à l'initiative PPTE* » (Pays pauvres très endettés). [3] Initiative dont la finalité n'est autre que d'imposer à la RDC des mesures économiques très impopulaires, comme la réduction des budgets sociaux, la suppression des subventions aux produits de première nécessité, des privatisations, l'ouverture des frontières et une fiscalité qui aggrave les inégalités. Voilà comment un gouvernement peut se réjouir d'être à la tête d'un Etat très pauvre et très endetté...

La maigre annulation de dette qui en résultera permettra de dissimuler que l'initiative PPTE est une vaste opération de blanchiment des anciennes dettes odieuses contractées par le dictateur Mobutu, pour sa fortune personnelle, avec la complicité des différents créanciers qui étaient largement payés en retour. Cette dette n'a jamais profité aux populations et elle est de ce fait une dette odieuse qui n'a pas à être remboursée. Tant les institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale en tête) que les responsables congolais de cet endettement, comme l'actuel président du Sénat et ancien premier ministre de Mobutu, Léon Kengo wa Dondo, doivent rendre des comptes au peuple congolais. Un audit de la dette congolaise, mené par les mouvements sociaux de RDC, dans le but de fonder en droit la répudiation de la dette est désormais le passage obligé.

P.-S.

* Damien Millet, président du CADTM France (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde, www.cadtm.org), auteur de L'Afrique sans dette, CADTM/Syllepse, 2005. Eric Toussaint, président du CADTM Belgique, auteur de Banque mondiale, le coup d'Etat permanent, CADTM/Syllepse, 2006.

Notes

[1] Voir l'article « Budget 2007 : FMI s'inquiète, le gouvernement pour une révision », dans le journal congolais *L'Avenir* du 23 juin 2007, www.groupelevenir.net/spip.php?article12122

[2] Voir l'article « Budget 2007, cap sur le point d'achèvement », dans le journal *Le Potentiel* du 23 juin 2007, <http://fr.allafrica.com/stories/200706230194.html>

[3] Voir *Le Potentiel* du 23 juin.